



Dépêche 99/02

Communiqué commun CFDT CGT

Des moyens pour travailler et réformer Bercy

Les fédérations CFDT et CGT des Finances dénoncent avec vigueur le refus du ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie et du ministre délégué au Budget d'inscrire leur action dans un véritable processus de modernisation du ministère qu'elles revendiquent ensemble depuis 1998 dans le but d'améliorer la qualité du service public économique et financier.

Alors que la RTT et la banalisation des techniques informatiques de communication comme l'amélioration constante des qualifications des agents étaient sources possibles d'amélioration de la prise en charge de nos missions et de décloisonnements des directions du ministère, leurs prédécesseurs en ont laissé passer l'opportunité :

- En refusant de concevoir un schéma directeur informatique ministériel et d'assurer la mise en place de passerelles entre services permettant aux citoyens, en milieu rural comme dans les banlieues, de disposer d'un interlocuteur unique sur les questions relevant de la compétence du ministère ;
- En refusant d'expérimenter sérieusement le concept de maison de service public économique et financier
- En refusant la moindre compensation en emplois de la RTT qui a déjà abouti, du fait de la surcharge de travail qu'elle a occasionnée à une dégradation de la qualité du service (multiplication des incidents sur l'IR, services moins longtemps ouverts au public dans des centaines d'implantations...)

Tout semble indiquer que MM. Mer et Lambert sont décidés à poursuivre dans une voie de régression : réduction massive d'emplois sans même se préoccuper de la nature des missions exercées, mise en cause du plan de création de 150 postes d'inspecteurs des installations classées, diminution inévitable du nombre de points d'accueil des usagers...

Cette approche strictement comptable est à l'opposé des aspirations des citoyens lorsqu'ils manifestent leurs exigences en matière de sécurité alimentaire ou industrielle ou encore des réponses rapides aux questions, notamment fiscales, qu'ils soumettent à l'administration. On ne réforme rien en commençant par supprimer des moyens, matériels ou humains.

Les fédérations des Finances CFDT et CGT refusent une telle démarche et les suppressions d'emplois envisagées. Solidaires de l'ensemble des salariés et de l'intérêt général comme en témoigne leur appartenance aux deux principales organisations confédérées françaises, elles demeurent plus que jamais déterminées à obtenir des ministres une négociation globale visant à l'amélioration de la qualité et de l'efficacité du service rendu à la nation et à l'usager par les administrations du MINEFI.

Paris le 5 septembre 2002